

Lightspeed annonce ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2020 et met à jour ses perspectives

*Hausse de 61 % sur douze mois des produits des activités ordinaires pour le troisième trimestre
Augmentation du volume de transactions brut des douze derniers mois à environ 20 milliards de dollars
Accroissement du taux d'adoption de Lightspeed Payments par nos clients et service désormais offert aux clients
américains du secteur de l'hébergement et aux clients canadiens du secteur de la vente au détail*

Lightspeed présente ses résultats en dollars américains et conformément aux IFRS.

MONTREAL, le 6 février 2020 /CNW Telbec/ – Lightspeed POS Inc. (« Lightspeed » ou la « Société ») (TSX : LSPD), l'une des principales plateformes omnicanales pour les points de vente, annonce aujourd'hui ses résultats pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2019.

Alors que les PME continuent de remplacer leurs anciens systèmes de points de vente par des solutions infonuagiques, plus de 74 000 emplacements clients¹ de divers secteurs d'activité choisissent Lightspeed pour rationaliser leurs opérations, accroître leurs bénéfices et surclasser la concurrence.

« Nous souhaitons devenir un chef de file dans le marché complexe et hautement fragmenté des PME. Nous croyons en effet que les collectivités se développent grâce au succès des PME locales et nous voulons aider celles-ci à prospérer. Depuis l'ouverture de son capital, nous avons sans cesse démontré que Lightspeed dispose d'un positionnement unique pour aider les marchands détaillants et les restaurateurs autour du globe à atteindre leur plein potentiel », a déclaré Dax Dasilva, chef de la direction de Lightspeed.

La clientèle de Lightspeed s'est élargie depuis que la Société a été introduite en bourse il y a presque un an et traite un VTB¹ d'environ 20 milliards de dollars, une hausse de 45 % par rapport aux 13,6 milliards de dollars de l'exercice précédent. Lightspeed progresse vers l'atteinte de son objectif, soit consolider sa position de chef de file à l'échelle mondiale dans le secteur complexe des PME, les clients du secteur de l'hébergement représentant désormais 45 % des emplacements clients totaux de Lightspeed et les clients hors Amérique du Nord, la moitié.

« Lightspeed a affiché une forte croissance interne et met en œuvre une stratégie d'acquisition audacieuse en vue d'accroître considérablement l'envergure, la diversité et la portée de ses activités, explique Brandon Nussey, chef des finances. Nous sommes bien positionnés pour continuer à tirer davantage parti des occasions qui se présentent à nous sur les marchés mondiaux. »

Faits saillants financiers du troisième trimestre

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 31 décembre 2018) :

- Produits des activités ordinaires de 32,3 millions de dollars, en hausse de 61 %, résultat qui dépasse la prévision qui consistait en une fourchette de l'ordre de 31,5 à 32 millions de dollars
- Produits récurrents tirés des logiciels et des solutions de paiement de 28,4 millions de dollars, en hausse de 58 %
- Marge brute de 64 %, la marge brute sur les produits tirés des activités ordinaires ayant augmenté de 46 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Perte nette de 15,8 millions de dollars, contre une perte nette de 71,1 millions de dollars
- BAIIA ajusté² de (5,3) millions de dollars, résultat conforme à la prévision qui consistait en une fourchette de l'ordre de (5) à (5,5) millions de dollars, contre un BAIIA ajusté de (3,4) millions de dollars
- Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 7,9 millions de dollars, exclusion faite d'un montant en trésorerie de 2,9 millions de dollars utilisé pour régler les coûts de transaction liés aux acquisitions et la rémunération à base d'actions. Compte tenu de ces éléments, les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 10,7 millions de dollars
- Au 31 décembre 2019, Lightspeed disposait de 126,7 millions de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie

Faits saillants opérationnels

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 31 décembre 2018) :

- Des entreprises hautement performantes des secteurs de la vente au détail et de la restauration ont choisi la plateforme de Lightspeed. Des clients comme Jack Daniels, l'une des marques de whiskey la plus vendue, Bang and Olufsen, grande société danoise d'audio-électronique, Cleaver Est, restaurant de Dublin étoilé par le Guide Michelin, le prestigieux club de golf Bear Mountain au Canada et l'hôtel cinq étoiles suisse Walliserhof Grand-Hotel and Spa ne sont que quelques exemples des marques de renommée mondiale parmi les PME qui se fient à Lightspeed pour mener leurs activités.
- Hausse de plus de 63 % du VTB traité par les détaillants et les restaurateurs à plus de 6,2 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 et à près de 20 milliards de dollars pour la période de douze mois consécutifs close le 31 décembre 2019.
- Lightspeed a maintenant plus de 74 000 emplacements clients dans le monde, en hausse par rapport à 47 000 emplacements l'exercice précédent. De ce nombre, environ 8 000 emplacements clients ont été ajoutés dans le cadre de l'acquisition de Gastrofix le 7 janvier 2020.
- Le taux d'adoption de Lightspeed Payments¹ a de nouveau augmenté ce trimestre, dépassant 50 %. De même, un nombre record de clients existants ont convenu de passer à Lightspeed Payments.
- Les capacités de Lightspeed Payments ont été accrues en Amérique du Nord. Les détaillants américains peuvent désormais opter pour des capacités améliorées de paiement, notamment une sélection plus large d'appareils modernes, une fonction de production de rapports améliorée et une expérience client à la caisse plus rapide. Lightspeed procède également au déploiement initial de Lightspeed Payments pour ses clients américains du secteur de l'hébergement et ses clients canadiens du secteur de la vente au détail.

- Le 7 janvier 2020, Lightspeed a conclu l'acquisition de Gastrofix, fournisseur réputé de solutions infonuagiques pour PDV destinées au secteur de l'hébergement; la Société accroît ainsi sa présence dans l'économie la plus importante d'Europe.

Perspectives financières

Étant donné l'incidence des récentes acquisitions d'entreprises, Lightspeed s'attend à ce que ses produits des activités ordinaires et son BAIIA ajusté s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

Quatrième trimestre 2020

- Produits des activités ordinaires : 35 millions de dollars à 35,7 millions de dollars, soit une croissance de 64 % à 68 % sur douze mois, pour un produit des activités ordinaires d'approximativement 120 millions de dollars pour l'exercice, en hausse d'environ 55 %
- BAIIA ajusté : environ (7) millions de dollars

¹ Indicateur de rendement clé. Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

² Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » et au rapprochement à la mesure IFRS la plus directement comparable annexé au présent communiqué.

Lors du calcul du BAIIA ajusté inclus dans nos perspectives financières du quatrième trimestre 2020 et de l'exercice 2020, nous avons tenu compte de mesures conformes aux IFRS, notamment des produits, du coût direct des produits et des charges d'exploitation. Nos perspectives financières se fondent sur certaines hypothèses, dont les suivantes : notre capacité à accroître le nombre de nos emplacements clients conformément aux taux historiques; nos partenaires continueront de faire des recommandations aussi assidûment que par le passé (d'autant plus que nous venons de lancer Lightspeed Payments qui fait concurrence avec les solutions qu'offrent certains de ces partenaires); les utilisateurs qui adoptent Lightspeed Payments ont un VTB moyen égal ou supérieur à celui de notre utilisateur moyen; les taux d'attachement futurs de Lightspeed Payments demeurent conformes aux taux d'attachement passés et aux attentes; notre capacité de fixer les prix de Lightspeed Payments est conforme à nos attentes et permet de réaliser des marges convenables; notre capacité d'assurer l'expansion de Lightspeed Payments au-delà des clients de détail américains; notre capacité de susciter l'adoption de nos modules par notre clientèle; notre capacité d'intégrer efficacement les entreprises que nous avons acquises et de tirer les avantages attendus de leur acquisition; notre capacité de gérer le roulement de notre clientèle; les hypothèses relatives aux taux de change. Nos perspectives financières, et notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, constituent de l'information prospective et doivent être lues dans l'esprit de la mise en garde concernant l'information prospective qui figure ci-après. En raison de nombreux facteurs, nos résultats, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris les risques et incertitudes liés aux éléments suivants : l'obtention et la rétention de clients; l'augmentation des ventes; la mise en place de notre stratégie de croissance; l'accélération du déploiement de Lightspeed Payments; notre appui sur un seul fournisseur des composantes de la technologie que nous offrons sur Lightspeed Payments; l'amélioration de la fonctionnalité, de la performance, de la fiabilité, de la conception, de la sécurité et de l'extensibilité de notre plateforme; notre capacité de livrer concurrence; les relations stratégiques avec des tiers; notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers; la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers; l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme;

l'obtention, le maintien et la protection de notre propriété intellectuelle; les ventes internationales et l'usage de notre plateforme dans différents pays; notre situation de trésorerie et ressources en capital; les litiges et la conformité à la réglementation; les changements dans la législation fiscale et son application; l'expansion de notre force de vente; le maintien de la qualité de notre service à la clientèle et de notre réputation; le contexte macroéconomique des PME et les fluctuations du change. L'information prospective a pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction quant à notre rendement financier. Elle peut ne pas convenir à d'autres buts.

Dans un communiqué de presse daté du 7 août 2019, la Société modifie ses perspectives pour les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'exercice 2020. Étant donné le lancement réussi de Lightspeed Payments, Lightspeed a modifié sa stratégie de commercialisation en vue d'en favoriser l'adoption. La Société prévoit désormais qu'un nombre plus élevé de clients optera pour des plans à paiements mensuels plutôt qu'un paiement annuel pendant la durée de leur contrat. Par conséquent, nous retirons nos perspectives précédentes selon lesquelles les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se situeraient entre 9,5 et 11 millions de dollars.

Modification au prospectus préalable de base

Lightspeed a annoncé aujourd'hui le dépôt d'un prospectus préalable de base simplifié modifié et mis à jour (le « prospectus préalable de base ») auprès des autorités réglementaires de chaque province et territoire du Canada, sous réserve de l'émission d'un reçu pour celui-ci par l'Autorité des marchés financiers. Ce prospectus modifie et met à jour le prospectus préalable de base simplifié déposé le 6 août 2019 afin que Lightspeed soit en mesure d'offrir pour 1 000 000 000 CAD d'actions à droit de vote subalterne, d'actions privilégiées, de titres de créance, de bons de souscription, de reçus de souscription, de parts ou de toute combinaison de ces instruments financiers pendant la période de 25 mois au cours de laquelle le prospectus préalable de base est en vigueur. Cette période a commencé le 6 août 2019.

Conférence téléphonique et webdiffusion

Lightspeed tiendra une conférence téléphonique et une webdiffusion pour faire le point sur ses résultats financiers à 8 h 30, heure de l'Est, le jeudi 6 février 2020. Pour accéder à la conférence téléphonique, on composera le 866.211.3060 aux États-Unis et au Canada, ou le 647.689.6576 à l'extérieur de l'Amérique du Nord ainsi que le code d'accès 7487694 ou « Lightspeed ». La webdiffusion sera transmise en direct à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>.

On pourra entendre la conférence en reprise du 6 février 2020, à partir d'environ 11 h, heure de l'Est, au 13 février 2020, jusqu'à 23 h 59, heure de l'Est, en composant le 800.585.8367 aux États-Unis et au Canada, ou le 416.621.4642 à l'extérieur de l'Amérique du Nord ainsi que le code d'accès 7487694. La webdiffusion sera archivée à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>.

À propos de Lightspeed

Présente dans plus d'une centaine de pays, Lightspeed (TSX : LSPD) propose une plateforme de commerce infonuagique aux petites et moyennes entreprises. Ses systèmes de point de vente intelligents, extensibles et fiables offrent une solution globale qui aide restaurants et détaillants à effectuer des ventes omnicanales, à gérer les transactions, à traiter avec les consommateurs, à accepter les paiements et à assurer la croissance de leur entreprise.

Établie à Montréal, au Canada, Lightspeed possède la confiance des meilleurs commerces et restaurants locaux que fréquentent les consommateurs. Lightspeed possède des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Australie.

Pour un complément d'information : www.lightspeedhq.com

Réseaux sociaux : [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#), [YouTube](#) et [Twitter](#)

Mesures non conformes aux IFRS

L'information présentée dans le communiqué inclut certaines mesures financières telles que le « BAIIA ajusté », la « marge brute non conforme aux IFRS », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS », les « frais de recherche et de développement non conformes aux IFRS » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS ». Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures analogues présentées par d'autres entreprises. Elles s'ajoutent plutôt aux mesures IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions annuels, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

La marge brute non conforme aux IFRS, les frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS, les frais de recherche et de développement non conformes aux IFRS et les frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS sont des mesures financières hors IFRS qui ne tiennent pas compte de l'incidence de la rémunération à base d'actions, des charges sociales qui s'y rapportent et, dans le cas des frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS, des frais liés aux transactions.

Le « BAIIA ajusté » est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la charge de rémunération à base d'actions et des charges sociales connexes, de la perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables, de la charge de rémunération liée aux acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change et des frais liés au placement.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » est un emplacement client facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique.

Volume de transactions brut. Le « **volume de transactions brut** » ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, droits de douane et taxes à la valeur ajoutée.

Taux d'adoption de Lightspeed Payments. Le « **taux d'adoption de Lightspeed Payments** » représente, comme il l'indique, le pourcentage de nouveaux clients admissibles de Lightspeed qui ont souscrit des contrats pour Lightspeed Payments en plus du service de base au cours d'une période donnée ou le pourcentage de clients existants admissibles de Lightspeed qui ont souscrit des contrats pour Lightspeed Payments au cours d'une période donnée.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières (notamment les produits des activités ordinaires, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et le BAIIA ajusté) et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, est considérée comme prospective l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire » ou « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, mais ne s'y limitent pas, ceux mentionnés dans notre plus récent rapport de gestion ainsi qu'à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, qui peuvent être consultés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Si l'un ou l'autre de ces risques ou incertitudes devait se matérialiser ou si les opinions, estimations ou hypothèses qui sous-tendent l'information prospective devaient se révéler erronées, les résultats réels ou les événements futurs pourraient s'écarter de manière significative de ceux qui sont prévus dans l'information prospective.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écarteraient de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Rien ne garantit que l'information prospective s'avérera exacte, puisque les résultats obtenus et les événements futurs peuvent différer sensiblement de ceux que l'information prospective laisse présager. Aucun énoncé prospectif n'est garant des résultats futurs. Par conséquent, le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent communiqué représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent. Toute l'information prospective contenue dans le présent communiqué est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Personnes-ressources :

Brandon Nussey

Chef des finances

Chris Mammone

The Blueshirt Group

investorrelations@lightspeedhq.com

SOURCE Lightspeed POS Inc.

États consolidés résumés du résultat net et du résultat global

(En milliers de dollars américains, sauf les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	32 275	20 097	84 366	56 166
Coût direct des produits	11 716	5 970	29 604	16 611
Marge brute	20 559	14 127	54 762	39 555
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	7 198	3 443	17 136	8 997
Recherche et développement	8 070	5 001	21 712	13 209
Vente et commercialisation	15 049	9 995	40 149	27 681
Amortissement des immobilisations corporelles	386	378	1 199	974
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	648	—	1 671	—
Perte (profit) de change	315	240	(95)	350
Charge de rémunération liée à des acquisitions	3 187	158	5 949	266
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 154	644	4 966	2 499
Total des charges d'exploitation	37 007	19 859	92 687	53 976
Perte d'exploitation	(16 448)	(5 732)	(37 925)	(14 421)
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables	—	(52 489)	—	(59 084)
Produit d'intérêts, déduction faite des charges	283	9	1 992	100
Perte avant impôt sur le résultat	(16 165)	(58 212)	(35 933)	(73 405)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	56	—	95	(5)
Différé	(459)	12 916	(1 094)	14 049
Total de la charge (du produit) d'impôt	(403)	12 916	(999)	14 044
Perte nette et résultat global	(15 762)	(71 128)	(34 934)	(87 449)
Perte par action – de base et diluée	(0,18)	(2,37)	(0,41)	(2,94)

États consolidés résumés de la situation financière

(En milliers de dollars américains, non audité)

	Au	
	31 décembre 2019	31 mars 2019
	\$	\$
Actif		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	126 662	207 703
Débiteurs	10 069	8 424
Stocks	427	269
Charges payées d'avance et dépôts	4 110	1 527
Actifs au titre des commissions	3 939	3 677
Total de l'actif courant	145 207	221 600
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location	13 730	—
Immobilisations corporelles, montant net	7 336	5 372
Immobilisations incorporelles, montant net	35 330	2 618
Goodwill	72 344	22 536
Actifs au titre des commissions	2 857	2 993
Autres actifs non courants	1 225	506
Actif d'impôt différé	127	186
Total de l'actif	278 156	255 811
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Créditeurs et charges à payer	24 725	16 183
Obligations locatives	3 165	—
Passif d'impôt exigible	125	135
Partie courante des produits différés	36 503	32 317
Total du passif courant	64 518	48 635
Passif d'impôt différé	1 485	706
Produits différés	5 896	8 025
Obligations locatives	12 336	—
Autres passifs non courants	1 471	1 779
Total du passif	85 706	59 145
Capitaux propres		
Capital-actions	679 529	652 336
Capital apporté supplémentaire	7 803	4 278
Déficit cumulé	(494 882)	(459 948)
Total des capitaux propres	192 450	196 666
Total du passif et des capitaux propres	278 156	255 811

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(En milliers de dollars américains, non audité)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2019	2018
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	(34 934)	(87 449)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Charge de rémunération liée à des acquisitions	5 949	266
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables	—	59 084
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 966	2 499
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location	2 870	974
Impôt sur le résultat différé	(1 094)	14 049
Charge de rémunération à base d'actions	4 810	976
Perte de change latente (profit de change latent)	140	119
(Augmentation) diminution des actifs d'exploitation et augmentation (diminution) des passifs d'exploitation		
Débiteurs	1 099	1 575
Charges payées d'avance et dépôts	(2 425)	172
Stocks	(89)	32
Actifs au titre de commissions	(126)	(685)
Autres actifs non courants	(774)	92
Créditeurs et charges à payer	664	1 057
Passif d'impôt exigible	(10)	(120)
Produits différés	342	223
Autres passifs non courants	939	(82)
Produit d'intérêts, déduction faite des charges	(1 992)	(100)
Total – activités d'exploitation	(19 665)	(7 318)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	(2 308)	(1 511)
Règlement d'une obligation liée à l'acquisition d'une entreprise	(1 215)	—
Acquisition d'une entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	(60 721)	(1 106)
Produit d'intérêts	2 980	—
Total – activités d'investissement	(61 264)	(2 617)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'exercice d'options sur actions	3 340	296
Frais d'émission d'actions	(1 609)	—
Règlement d'obligations locatives	(1 940)	—
Total – activités de financement	(209)	296
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	97	(140)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(81 041)	(9 779)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	207 703	24 651
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	126 662	14 872
Intérêts versés	—	16
Impôt sur le résultat payé	113	124

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
(En milliers de dollars américains, non audité)	2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$
Perte nette	(15 762)	(71 128)	(34 934)	(87 449)
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables ¹⁾	—	52 489	—	59 084
Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte ²⁾	3 534	654	7 254	1 067
Amortissement ³⁾	3 188	1 022	7 836	3 473
Perte (profit) de change ⁴⁾	315	240	(95)	350
Produit d'intérêts, déduction faite des charges ³⁾	(283)	(9)	(1 992)	(100)
Rémunération liée aux acquisitions ⁵⁾	3 187	158	5 949	266
Frais liés aux transactions ⁶⁾	971	305	1 499	305
Charge (produit) d'impôt	(403)	12 916	(999)	14 044
BAIIA ajusté	(5 253)	(3 353)	(15 482)	(8 960)

- ¹⁾ Cette perte est liée à la variation de la valeur de nos actions privilégiées rachetables d'une période à l'autre, qui est un élément hors trésorerie. Avant la conclusion de notre premier appel public à l'épargne, la totalité de nos actions privilégiées rachetables ont été converties, et le passif a été ramené à néant, une augmentation de même valeur étant portée au capital-actions. Ces actions n'auront plus d'incidence sur nos résultats d'exploitation.
- ²⁾ Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'options sur actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions, qu'elles représentent des estimations et sont, par conséquent, susceptibles de changer et qu'elles ne reflètent pas une sortie de trésorerie à court terme. Nous nous attendons à des décaissements futurs au titre de la charge sociale liée à la rémunération à base d'actions. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2019, la charge de rémunération à base d'actions s'est respectivement élevée à 2 334 \$ et à 4 810 \$ (657 \$ et 976 \$ en décembre 2018); la charge sociale qui s'y rapporte s'est quant à elle respectivement élevée à 1 200 \$ et à 2 444 \$ (produit de 3 \$ et charge de 91 \$ en décembre 2018).
- ³⁾ Du fait de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, selon une approche rétrospective modifiée et sans retraitement des chiffres des périodes comparatives, la perte nette tient compte pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 d'un montant de 648 \$ lié à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et d'une charge d'intérêts de 212 \$ sur les obligations locatives, et exclut un montant de 759 \$ lié aux charges locatives (1 671 \$, 606 \$ et 1 940 \$ respectivement pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019).
- ⁴⁾ Ces pertes et (profits) hors trésorerie sont liés à la conversion de devises. Avant le 31 mars 2019, les gains et les pertes de change n'étaient pas exclus du BAIIA ajusté.
- ⁵⁾ Ces coûts représentent une portion du coût d'achat afférente aux obligations d'emploi continu de certains employés clés des entreprises acquises.
- ⁶⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, de conseillers juridiques, de consultation et de comptables liés à notre premier appel public à l'épargne, à nos acquisitions, ainsi qu'à notre placement secondaire d'août 2019, qui n'auraient pas par ailleurs été engagés.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS

Le tableau ci-après présente la charge de rémunération à base d'actions et la charge sociale qui s'y rapporte, ainsi que les frais liés transactions engagés dans le cadre des acquisitions de la Société, inclus avec ces charges dans les résultats d'exploitation pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2019 et 2018.

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Marge brute	20 559	14 127	54 762	39 555
En pourcentage des produits	63,7%	70,3%	64,9%	70,4%
Ajouter : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	273	58	561	109
Marge brute non conforme aux IFRS	20 832	14 185	55 323	39 664
En pourcentage des produits	64,5%	70,6%	65,6%	70,6%
Frais généraux et administratifs	7 198	3 443	17 136	8 997
En pourcentage des produits	22,3%	17,1%	20,3%	16,0%
Déduire : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	1 214	222	2 590	383
Déduire : Frais liés aux transactions	971	305	1 499	305
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS	5 013	2 916	13 047	8 309
En pourcentage des produits	15,5%	14,5%	15,5%	14,8%
Frais de recherche et développement	8 070	5 001	21 712	13 209
En pourcentage des produits	25,0%	24,9%	25,7%	23,5%
Déduire : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	778	152	1 701	(105)
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS	7 292	4 849	20 011	13 314
En pourcentage des produits	22,6%	24,1%	23,7%	23,7%
Frais de vente et de commercialisation	15 049	9 995	40 149	27 681
En pourcentage des produits	46,6%	49,7%	47,6%	49,3%
Déduire : Rémunération à base d'actions et charge sociale qui s'y rapporte	1 269	222	2 402	680
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS	13 780	9 773	37 747	27 001
En pourcentage des produits	42,7%	48,6%	44,7%	48,1%